



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5521

Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

Date de dépôt : 09-12-2005

Date de l'avis du Conseil d'État : 20-06-2006

Auteur(s) : Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
26-07-2006	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
09-12-2005	Déposé	5521/00	<u>5</u>
20-06-2006	Avis du Conseil d'Etat (20.6.2006)	5521/01	<u>18</u>
29-06-2006	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire Rapporteur(s) : Monsieur François Maroldt	5521/02	<u>21</u>
14-07-2006	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (14-07-2006) Evacué par dispense du second vote (14-07-2006)	5521/03	<u>26</u>
31-12-2006	Publié au Mémorial A n°150 en page 2654	5521,5558,5565,5566	<u>29</u>

Résumé

N° 5521

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand,
le 3 décembre 2002**

Résumé

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver un nouvel accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 par les plénipotentiaires des Gouvernements des Etats de la République d'Allemagne, de la France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays Bas ainsi que des trois Régions de Belgique, à savoir la Région de Bruxelles-Capitale, la Région Flamande et la Région Wallonne.

La coopération internationale des parties contractantes vise une gestion de l'eau durable et intégrée pour l'ensemble du district hydrographique de la Meuse. L'accord prévoit la mise en œuvre des exigences définies dans la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, notamment pour atteindre au plus tard en 2015 le bon état de toutes les masses d'eaux de surface et d'eaux souterraines.

Une autre priorité reste la mise en place d'une politique globale de prévention des crues et de protection contre les inondations. L'accord international prévoit en outre la coordination des mesures pour atténuer les effets des sécheresses ainsi que la lutte contre les pollutions accidentelles.

Le Luxembourg, en tant qu'état riverain indirect de la Meuse par le biais du bassin de la Chiers, avec à peine 0,2% de la surface tributaire et 0,5% de la population du district hydrographique de la Meuse, ne contribue que très modestement à la charge polluante de la Meuse. Afin d'atteindre le bon état de tous les cours d'eau en 2015, tel que prévu dans la directive-cadre, les efforts dans le domaine de l'assainissement doivent être renforcés pour améliorer la qualité de l'eau de la Chiers et de ses affluents.

5521/00

N° 5521

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI**portant approbation de l'Accord International sur la Meuse**

* * *

*(Dépôt: le 9.12.2005)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (29.11.2005).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs	2
4) Accord International sur la Meuse.....	4

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse.

Palais de Luxembourg, le 29 novembre 2005

*Le Ministre de l'Intérieur et
de l'Aménagement du Territoire,*

Jean-Marie HALSDORF

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– Est approuvé l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 et dont le texte et la carte sont annexés à la présente loi.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi porte approbation d'un nouvel accord international sur la Meuse tel qu'il a été signé à Gand, le 3 décembre 2002 par les plénipotentiaires des Gouvernements des Etats de la République d'Allemagne, de la France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas ainsi que des trois Régions de Belgique en l'occurrence de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région Flamande et de la Région Wallonne.

*

HISTORIQUE

En date du 26 avril 1994 a été signé à Charleville-Mézières l'accord concernant la protection de la Meuse par la France, les Pays-Bas ainsi que des trois régions belges. L'objectif de l'accord était le développement d'une coopération et une gestion coordonnée du cours d'eau transfrontalier Meuse dans l'esprit de la convention d'Helsinki du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux. Une Commission a été instituée pour la mise en œuvre de l'accord et est assistée par un secrétariat permanent, installé à Liège. L'accord prémentionné concernait surtout la protection et la gestion du cours d'eau Meuse et moins l'ensemble du bassin hydrographique. L'Allemagne ainsi que le Luxembourg ont participé aux travaux de la Commission en qualité d'observateurs.

Avec l'adoption de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (directive-cadre), l'accord de 1994 a dû être renégocié pour tenir compte des dispositions de la directive-cadre. En particulier, le rôle de la Commission Internationale de la Meuse a été élargi et lui confère la tâche de servir de plate-forme de coordination pour l'ensemble du district hydrographique de la Meuse, incluant aussi bien les eaux superficielles que les eaux souterraines.

*

OBJECTIFS DE L'ACCORD

La coopération internationale des parties contractantes vise une gestion de l'eau durable et intégrée pour l'ensemble du district hydrographique de la Meuse et prévoit en particulier la mise en œuvre des exigences définies dans la directive-cadre, notamment pour atteindre au plus tard en 2015 le bon état de toutes les masses d'eaux de surface et d'eaux souterraines. Notons qu'un plan de gestion unique pour l'ensemble du district hydrographique international conformément à l'article 13 de la directive-cadre sera élaboré comprenant notamment les points de surveillance des eaux ainsi que le programme des mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs environnementaux.

Par ailleurs, une autre priorité reste la mise en place d'une politique globale de prévention des crues et de protection contre les inondations. L'accord en question prévoit en outre la coordination des mesures pour atténuer les effets des sécheresses ainsi que la lutte contre les pollutions accidentelles.

*

COMMISSION INTERNATIONALE DE LA MEUSE (CIM)

Les parties contractantes instituent la CIM pour mettre en œuvre le présent accord. La CIM sert comme plate-forme pour la coordination multilatérale de la mise en œuvre de la directive-cadre et, en particulier, l'élaboration de l'état de lieu comprenant l'analyse des caractéristiques du district hydro-

graphique, l'évaluation des pressions et de l'impact sur l'état des eaux de surface et souterraines ainsi que l'analyse économique de l'utilisation de l'eau. De même, seront coordonnés les réseaux de surveillance et les programmes des mesures qui seront repris dans le plan de gestion unique à établir pour l'ensemble du bassin hydrographique de la Meuse. Il est bien entendu que l'accord n'enlève en rien la responsabilité légale et les compétences des parties contractantes en tant qu'Etats membres de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la directive-cadre.

Par ailleurs, une attention particulière portera la CIM sur les domaines relatifs à la gestion des inondations, des sécheresses et des pollutions accidentelles ou encore à l'amélioration du libre passage pour poissons dans les eaux de surface.

L'accord favorise également l'échange d'informations non seulement entre les parties contractantes mais également avec d'autres organisations gouvernementales ou non-gouvernementales qui peuvent être reconnues en qualité d'observateurs.

*

BUDGET DE LA CIM

En vertu de l'article 7 de l'accord, un budget annuel est adopté par la CIM pour supporter les coûts afférents au fonctionnement et notamment celui du secrétariat. Pour le Luxembourg, la contribution s'élève seulement à 0,5% du budget, ce qui s'explique par la faible quote-part de la population luxembourgeoise dans le bassin de la Meuse.

*

LUXEMBOURG

En tant qu'état riverain indirect de la Meuse par le biais du bassin de la Chiers, avec à peine 0,2% de la surface tributaire et 0,5% de la population du district hydrographique de la Meuse, le Luxembourg ne contribue que très modestement à la charge polluante de la Meuse. Néanmoins, afin d'atteindre le bon état de tous les cours d'eau en 2015 conformément aux dispositions de la directive-cadre, les efforts dans le domaine de l'assainissement doivent être renforcés pour améliorer la qualité de l'eau de la Chiers et de ses affluents notamment par la mise en place d'un nouveau système de collecte des eaux résiduaires des localités des communes de Differdange et de Bascharage ainsi que par l'agrandissement substantiel de la station d'épuration biologique de Pétange d'actuellement 50.000 à 100.000 équivalents-habitants (é.h.) pour tenir compte des charges polluantes dues au raccordement de la ville de Differdange. De même, les travaux de raccordement de la localité de Lasauvage (450 é.h.) à la station de dépollution de Longwy sont à achever.

Par ailleurs, des mesures visant une meilleure prévention et gestion des crues sont élaborées ensemble avec les autorités françaises et de la région wallonne pour maîtriser les répercussions des inondations sur les parties aval de la Chiers.

L'analyse des caractéristiques hydromorphologiques de la Chiers et de ses affluents montre que ces cours d'eau ne présentent pas de barrages ou écluses entravant la continuité écologique et, plus particulièrement, le libre passage des poissons dans les eaux de surface. Néanmoins, les efforts visant les travaux de réaménagement de la structure du lit et des berges de la Chiers, canalisée ou fortement rectifiée sur de nombreux tronçons, doivent être réalisés pour atteindre les objectifs environnementaux de la directive-cadre.

En ce qui concerne les eaux souterraines, il y a lieu de mentionner que les deux masses d'eau présentes dans le bassin de la Chiers présentent un bon état chimique et quantitatif et permettent d'atteindre les objectifs environnementaux de la directive-cadre. Notons, toutefois, que le régime hydraulique de la masse d'eau souterraine du Lias supérieur est fortement modifié par les activités minières.

*

ACCORD INTERNATIONAL SUR LA MEUSE

Les Gouvernements

de la République fédérale d'Allemagne,

du Royaume de Belgique,

de la Région de Bruxelles-Capitale de Belgique,

de la Région flamande de Belgique,

de la Région wallonne de Belgique,

de la République française,

du Grand-Duché de Luxembourg,

du Royaume des Pays-Bas,

Considérant les travaux réalisés par les Parties Contractantes à l'Accord concernant la protection de la Meuse signé à Charleville-Mézières le 26 avril 1994 et désireux de renforcer la coopération existante entre les Etats et Régions concernés par la protection et l'utilisation des eaux du district hydrographique international de la Meuse,

Soucieux d'assurer le maintien et l'amélioration de la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques du district hydrographique international de la Meuse, en tenant compte de la valeur de ses eaux, rives, zones rivulaires et eaux côtières,

Animés de la volonté commune de collaborer pour réaliser un développement durable et de la volonté de mettre en oeuvre, chacun pour ce qui le concerne, les mesures appropriées d'une gestion intégrée du district hydrographique international de la Meuse afin de réaliser une gestion durable et intégrée de l'eau compte tenu en particulier de sa multifonctionnalité,

Soucieux d'assurer conjointement dans le district hydrographique international de la Meuse, la coordination qui est nécessaire en vertu de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

Considérant que la mise en oeuvre du présent Accord et de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau nécessite, au sein du district hydrographique international de la Meuse, selon les domaines géographiques et les thèmes à traiter, une coordination multilatérale, bilatérale ou nationale,

Se référant à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux signée à Helsinki le 17 mars 1992, ainsi qu'à la Convention sur la protection de l'environnement marin de l'Atlantique du Nord-Est signée à Paris le 22 septembre 1992,

Soucieux de réaliser, dans le cadre de leur coopération, les objectifs politiques des Déclarations ministérielles de Namur du 8 avril 1998 et de Liège du 30 novembre 2001 et, soucieux de contribuer, entre autres, à atténuer les effets des inondations et des sécheresses,

Désireux d'assurer la coopération dans les domaines de la prévention et de la protection contre les inondations et dans ceux de la prévention et de la lutte contre les pollutions accidentelles de l'eau,

Conscients que la protection de la Meuse est également indispensable afin de préserver et d'améliorer l'écosystème de la Mer du Nord,

Conscients que la Meuse participe à diverses fonctions et utilisations écologiques, économiques et sociales essentielles,

Animés de la volonté de coopérer avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour poursuivre les objectifs du présent Accord et d'y associer le public au sens de la Directive

2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

Convaincus de l'urgence de ces tâches et compétents, chacun pour ce qui le concerne, pour la mise en oeuvre des actions décidées conjointement dans le cadre du présent Accord,

SONT CONVENU CE QUI SUIVRAIT :

Article 1

Définitions

Au sens du présent Accord, on entend par :

- a) „Directive-cadre sur l'eau“: la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (Journal officiel des Communautés européennes L 327/1 du 22 décembre 2000) y compris d'éventuelles modifications;
- b) „Meuse“: la Meuse à partir de sa source jusqu'à son embouchure dans la mer, y compris la Bergsche Maas, l'Amer, le Hollands Diep et le Haringvliet;
- c) „bassin hydrographique de la Meuse“: territoire dont toutes les eaux de ruissellement s'écoulent à travers les affluents de la Meuse et la Meuse même vers la Mer du Nord;
- d) „district hydrographique international de la Meuse“: la zone terrestre et maritime fixée par les Parties Contractantes en vertu de la Directive-cadre sur l'eau, qui comporte le bassin hydrographique de la Meuse et les eaux souterraines et côtières qui lui sont associées.
Une carte annexée au présent Accord indique de façon générale et indicative les limites du district hydrographique international de la Meuse;
- e) „Commission“: la Commission internationale de la Meuse;
- f) „Accord de Charleville-Mézières“: l'Accord concernant la protection de la Meuse, signé à Charleville-Mézières le 26 avril 1994.

Complémentaire, les définitions de la Directive-cadre sur l'eau sont applicables.

Article 2

Objectif de l'Accord

Les Parties Contractantes s'efforcent de réaliser une gestion de l'eau durable et intégrée pour le district hydrographique international de la Meuse, compte tenu en particulier de la multifonctionnalité de ses eaux.

Elles coopèrent plus particulièrement afin de :

- a) coordonner la mise en oeuvre des exigences définies dans la Directive-cadre sur l'eau pour réaliser ses objectifs environnementaux et en particulier tous les programmes de mesures, pour le district hydrographique international de la Meuse;
- b) produire un seul plan de gestion pour le district hydrographique international de la Meuse conformément à la Directive-cadre sur l'eau;
- c) se concerter puis coordonner les mesures pour une prévention et une protection contre les inondations compte tenu des aspects écologiques, de l'aménagement du territoire, de la gestion de la nature ainsi que d'autres domaines tels que l'agriculture, la sylviculture et l'urbanisation, et contribuer à atténuer les effets des inondations et des sécheresses y compris les mesures préventives;
- d) coordonner les mesures de prévention et de lutte contre les pollutions accidentelles des eaux et assurer la transmission des informations nécessaires.

*Article 3****Principes de la coopération***

1. Dans leur action, les Parties Contractantes sont guidées par les principes suivants:
 - a) le principe de précaution;
 - b) le principe de prévention;
 - c) le principe de lutte contre les atteintes à l'environnement de préférence à la source;
 - d) le principe du pollueur-payeur,
 tels que définis et communément interprétés dans le droit européen de l'environnement.
2. Afin de réaliser les objectifs mentionnés dans l'article 2 du présent Accord, les Parties Contractantes:
 - a) prennent les mesures nécessaires sur leur territoire, pour la mise en oeuvre du présent Accord ainsi que des avis, recommandations ou décisions de la Commission et s'en informent mutuellement.
 La Région de Bruxelles-Capitale, dont le territoire est entièrement situé en dehors du district hydrographique international de la Meuse, prend des mesures afin d'assurer que les activités entreprises par des personnes morales relevant de son pouvoir de contrôle, contribuent à la réalisation des objectifs du présent Accord tels qu'énoncés à l'article 2;
 - b) protègent et dans la mesure du possible améliorent, le cas échéant par des mesures d'aménagement et par l'orientation de l'utilisation du milieu, la qualité des écosystèmes aquatiques;
 - c) renforcent l'échange d'informations et d'opinions;
 - d) informent dans les meilleurs délais les Parties qui peuvent être affectées en cas de pollutions accidentelles dont les conséquences sont susceptibles de menacer de façon significative la qualité de l'eau;
 - e) informent dans les plus brefs délais les Parties qui peuvent être affectées en cas de crue imminente;
 - f) coordonnent en tant que de besoin leur politique relative à la gestion des sédiments et limitent dans la mesure du possible le déversement et le reversement de boues de dragage polluées dans les eaux, ainsi que leur déplacement vers l'aval.
3. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux droits des Parties Contractantes d'adopter et d'appliquer, individuellement ou conjointement, des mesures plus rigoureuses que celles qui seront prises en application du présent Accord.

*Article 4****Missions de la Commission***

1. Les Parties Contractantes instituent la Commission pour la mise en oeuvre du présent Accord.
2. La Commission émet des avis ou recommandations aux Parties Contractantes afin de mettre en oeuvre le présent Accord.
 Elle décide des mesures d'organisation interne et de l'organisation du travail qu'elle juge nécessaire. Elle adopte le budget annuel.
 Ces avis ou recommandations sont émis et ces décisions sont prises conformément à la procédure visée à l'article 5.
3. La coordination multilatérale de la mise en oeuvre des exigences de la Directive-cadre sur l'eau se déroule au sein de la Commission.
 Il s'agit en particulier de la coordination:
 - a) de l'analyse des caractéristiques du district hydrographique international de la Meuse;
 - b) de l'étude des incidences de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines du district hydrographique international de la Meuse;

- c) de l'analyse économique de l'utilisation de l'eau;
 - d) des programmes de surveillance;
 - e) des programmes de mesures;
 - f) de la production d'un seul plan de gestion pour le district hydrographique international de la Meuse ou tout au moins, si cela ne peut être réalisé, de coordonner les plans de gestion établis par les Parties Contractantes pour ce qui concerne les parties du district hydrographique situées sur leur territoire.
4. En outre, la Commission a pour tâches:
- a) d'élaborer des avis ou recommandations pour améliorer:
 - la prévention et la protection contre les inondations en tenant compte des aspects écologiques, de l'aménagement du territoire, de la gestion de la nature, ainsi que d'autres domaines tels que l'agriculture, la sylviculture et l'urbanisation,
 - la coordination des systèmes d'avertissement et d'alerte dans le domaine des crues,
 - la qualité des informations opérationnelles et d'alerte concernant les inondations par le développement de modèles de prévision,
 - l'échange d'informations entre les centres opérationnels;
 - b) d'élaborer des avis ou recommandations pour atténuer les effets des sécheresses, y compris les mesures préventives;
 - c) d'élaborer des avis ou recommandations pour améliorer la prévention et la lutte contre les pollutions accidentelles des eaux, en particulier en ce qui concerne la coordination des systèmes d'avertissement et d'alerte en vue de garantir une transmission avec des techniques appropriées d'informations sur les pollutions accidentelles des eaux, qui menacent d'avoir des effets transfrontaliers significatifs;
 - d) d'élaborer des avis ou recommandations pour améliorer la population et la circulation des poissons;
 - e) de coordonner les programmes de surveillance des Parties Contractantes relatifs à la qualité de l'eau afin d'aboutir à un réseau de mesures homogène et à son maintien;
 - f) de définir des priorités et d'établir un programme d'actions en vue de contribuer à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 2 du présent Accord, ainsi que d'effectuer son évaluation sur une base périodique. Après la production du premier plan de gestion pour le district hydrographique international de la Meuse, éventuellement d'établir un programme d'actions qui lui est complémentaire;
 - g) de renforcer l'échange d'informations et d'opinions concernant:
 - la politique de l'eau des Parties Contractantes,
 - leur politique relative à la gestion des sédiments,
 - les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales,
 - les projets qui sont soumis à une étude d'impact ou d'incidence et qui peuvent avoir un effet transfrontalier significatif, en tenant compte de la législation en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes;
 - h) d'encourager la coopération et l'échange d'informations dans le cadre de programmes de recherche scientifique en rapport avec les objectifs du présent Accord;
 - i) d'établir un rapport d'activités annuel, qui sera rendu public et tout autre rapport qu'elle juge utile;
 - j) de coopérer, quand cela s'avère nécessaire, avec d'autres Commissions internationales ou organisations qui accomplissent des tâches comparables pour d'autres districts hydrographiques.
5. La coordination pour les sous-bassins hydrographiques transfrontaliers situés dans le district hydrographique international de la Meuse peut se dérouler dans un cadre régional approprié.
6. La Commission peut traiter toute autre affaire que les Parties Contractantes lui confient d'un commun accord dans les domaines couverts par le présent Accord.

*Article 5****Composition et fonctionnement de la Commission***

1. La Commission est composée de délégations des Parties Contractantes. Chaque Partie Contractante désigne ses délégués, dont un chef de délégation.
2. La présidence de la Commission est exercée à tour de rôle par chaque Partie Contractante pour une durée fixée par le Règlement intérieur et financier prévu au paragraphe 8 du présent article. La Partie Contractante qui exerce la présidence désigne l'un des membres de sa délégation en qualité de Président de la Commission. Le Président n'intervient pas en tant que porte-parole de sa délégation au cours des séances de la Commission.
3. La Commission se réunit une fois par an sur convocation de son Président. Elle se réunit, en outre, à la demande d'au moins deux délégations. La Commission peut tenir certaines de ses réunions au niveau ministériel.
4. La Commission formule ses avis ou recommandations et prend ses décisions en présence de la majorité des délégations des Parties Contractantes et à l'unanimité. Le Règlement intérieur et financier ainsi que le budget de la Commission sont adoptés en présence de toutes les délégations. Chaque délégation dispose d'une voix. L'absence d'une délégation ayant le droit de vote vaut abstention. L'abstention d'une ou de plusieurs délégation(s) ne fait pas obstacle à l'unanimité.
 Les délégations respectives du Royaume de Belgique et des Régions belges disposent du droit de vote pour les décisions concernant leurs compétences propres en vertu de la Constitution belge et de la législation belge.
 La Région de Bruxelles-Capitale, dont le territoire est entièrement situé en dehors du district hydrographique international de la Meuse dispose du droit de vote en ce qui concerne les avis, recommandations ou décisions pouvant affecter ses intérêts légitimes en tant qu'utilisateur des eaux de la Meuse pour le prélèvement d'eau potabilisable ou ses obligations financières en vertu de l'article 7 du présent Accord.
5. Les langues de travail de la Commission sont le français, le néerlandais et l'allemand.
6. La Commission dispose d'un secrétariat permanent installé à Liège pour l'assister dans ses tâches. La Commission décide du recrutement et du licenciement du personnel du secrétariat. A cette fin des règles seront fixées dans le Règlement intérieur et financier.
7. Afin de s'acquitter des missions qui lui sont confiées en vertu du présent Accord, la Commission possède la personnalité juridique. Elle jouit, sur le territoire de chacune des Parties Contractantes, de la capacité juridique nécessaire à l'accomplissement de ses missions. La Commission est représentée par son Président.
8. Pour organiser ses activités la Commission établit son Règlement intérieur et financier. Ce Règlement doit prévoir une procédure écrite pour la prise de décision, sans préjudice des principes énoncés au paragraphe 4 du présent article.

*Article 6****Observateurs et coopération avec des tiers***

1. La Commission peut reconnaître en qualité d'observateur et à leur demande:
 - a) la Communauté Européenne;
 - b) des organisations intergouvernementales dont les activités sont liées au présent Accord;
 - c) des organisations non gouvernementales pour autant qu'il y ait des points communs avec leurs intérêts ou tâches;
 - d) tout Etat qui n'est pas Partie Contractante au présent Accord et qui marque un intérêt pour les travaux de la Commission.

2. Les observateurs peuvent participer aux réunions de la Commission sans pour autant disposer d'un droit de vote et peuvent transmettre à la Commission toute information, tout rapport ou toute opinion relatifs à l'objet du présent Accord.
3. La Commission échange des informations avec les observateurs. En particulier, elle entend les observateurs, s'il s'agit d'avis, recommandations ou décisions qu'elle estime importants pour ces derniers, et elle les informe des avis ou recommandations émis et des décisions prises.
4. La Commission organise en son sein la collaboration avec les observateurs. Les modalités de cette collaboration ainsi que les conditions requises à l'admission et à la participation à cette collaboration sont fixées dans le Règlement intérieur et financier.
5. La Commission peut décider de se faire assister par des experts et les inviter à ses réunions.

Article 7

Financement de la Commission

1. Chaque Partie Contractante supporte les coûts de sa représentation dans la Commission.
2. Les Parties Contractantes supportent les autres coûts afférents au fonctionnement de la Commission, y compris celui de son secrétariat, conformément à la clé de répartition suivante:

République Fédérale d'Allemagne:	14,5%
Royaume de Belgique:	0,5%
Région de Bruxelles-Capitale:	4,5%
Région Flamande:	5%
Région Wallonne:	30%
République Française:	15%
Grand-Duché de Luxembourg:	0,5%
Royaume des Pays-Bas:	30%

La Commission peut, en cas d'adhésion ultérieure, de retrait d'une Partie Contractante ou d'activités jugées par elle spécifiques, arrêter une clé de répartition différente.

Article 8

Règlement des différends

En cas de différend entre les Parties Contractantes quant à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, ces parties recherchent prioritairement une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

Article 9

Relations avec d'autres Accords

1. Le présent Accord abroge et remplace, dès son entrée en vigueur, l'Accord de Charleville-Mézières.
2. Sans préjudice des dispositions du premier paragraphe du présent article, les avis ou recommandations émises et les décisions prises en vertu de l'Accord de Charleville-Mézières continuent d'être applicables et conservent le même caractère juridique, dans la mesure où ils sont compatibles avec le présent Accord ou ne sont pas explicitement abrogés par celui-ci ou par tout autre avis, recommandation ou décision de la Commission.
3. Les biens, droits et obligations, membres du personnel, archives ainsi que les dettes et les créances, présentes ou futures, découlant de contrats ou de procédures judiciaires en cours et à venir de la

Commission instituée par l' Accord de Charleville-Mézières, sont intégralement repris par la Commission instituée par le présent Accord.

4. Les dispositions du présent Accord ne portent pas préjudice aux droits et obligations des Parties Contractantes découlant d'autres accords internationaux antérieurs à l'entrée en vigueur du présent Accord et ayant un rapport avec son objet.

Article 10

Entrée en vigueur

1. Chaque Partie Contractante notifie au Gouvernement du Royaume de Belgique, désigné comme dépositaire du présent Accord, l'exécution des procédures internes requises en ce qui concerne l'entrée en vigueur du présent Accord.

2. Le dépositaire confirmera immédiatement la date de réception des notifications et en informera les autres Parties Contractantes.

3. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la dernière notification.

Article 11

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de trois ans après son entrée en vigueur, le présent Accord peut être dénoncé à tout moment, après accomplissement des procédures nationales, par chacune des Parties Contractantes, par une déclaration écrite adressée au dépositaire.

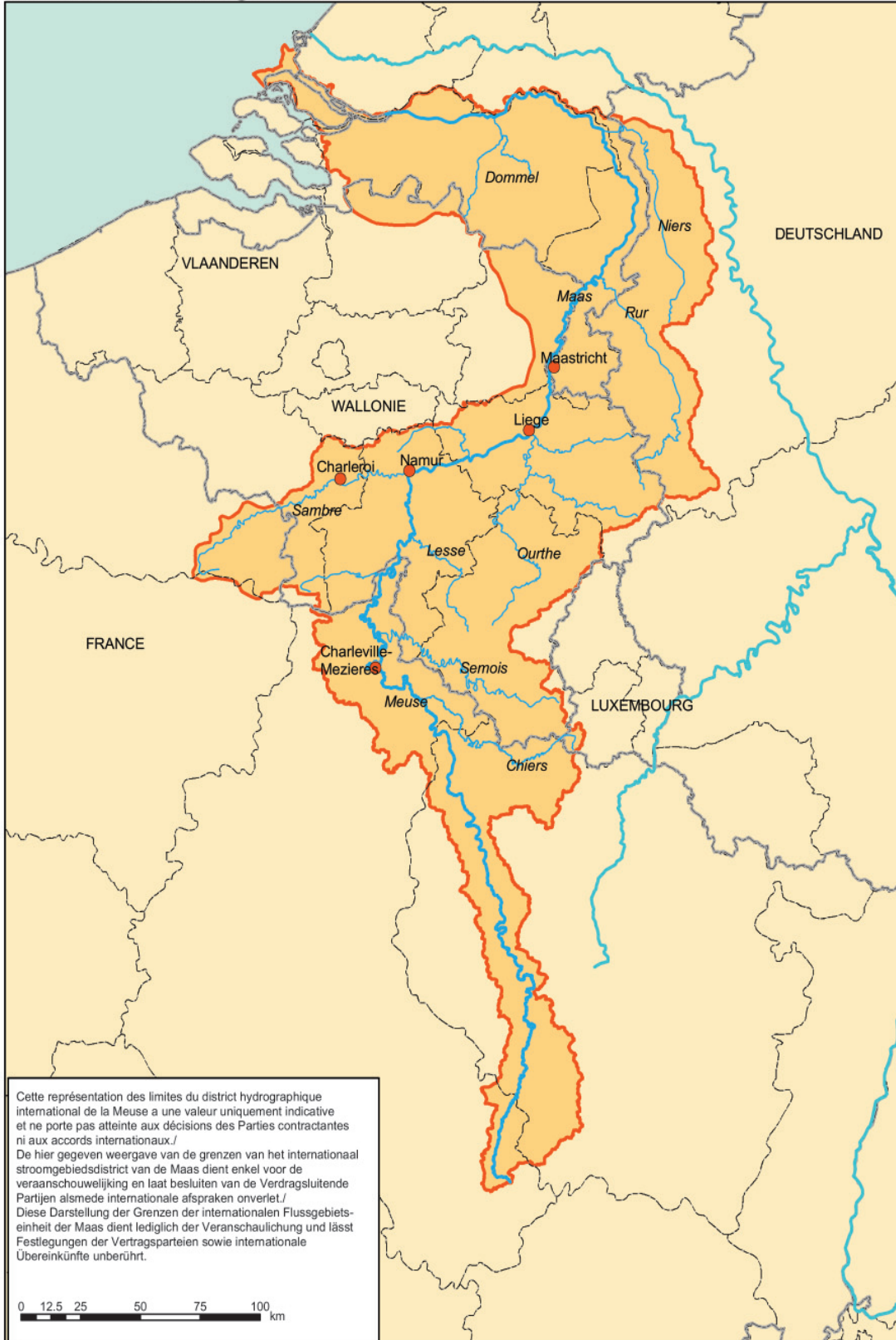
2. La dénonciation prend effet à la fin de l'année suivant l'année de la dénonciation.

Article 12

Texte original et dépôt

Le présent Accord, qui a été établi en langues française, néerlandaise et allemande, les trois textes faisant également foi, est déposé dans les archives du dépositaire qui remet une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

District hydrographique international de la Meuse Annexe/Bijlage/Anlage
Internationaal stroomgebiedsdistrict Maas
Internationale Flussgebietseinheit der Maas



Service Central des Imprimés de l'Etat

5521/01

N° 5521¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI**portant approbation de l'Accord International sur la Meuse**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(20.6.2006)

Par dépêche du 24 novembre 2005, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand (Belgique), le 3 décembre 2002. Le Conseil d'Etat constate que, contrairement à la procédure usuelle, ce projet de loi n'a pas été élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, mais par le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.

Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs détaillé ainsi que du texte de la Convention à approuver. Y étaient jointes une fiche financière succincte et une brève présentation de la Convention par l'Administration de la gestion de l'eau.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Les plénipotentiaires des Gouvernements des Etats de la République Fédérale d'Allemagne, de la France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas ainsi que des trois régions de Belgique concernées, à savoir la région de Bruxelles-Capitale, de la Région Flamande et de la Région Wallonne ont signé le 3 décembre 2002 à Gand (Belgique) un nouvel accord international sur la Meuse qui trouve approbation, dans le chef du Grand-Duché de Luxembourg, par le biais du projet de loi sous examen. Ce dernier constitue en fait la suite logique d'un premier accord daté de 1994 et signé à Charleville-Mézières à l'époque seulement par la France, les Pays-Bas et les trois régions belges. L'objectif était alors de développer une coopération et une gestion coordonnée de la Meuse, cours d'eau transfrontalier par excellence, à la suite de la Convention d'Helsinki de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux.

A l'époque, l'Allemagne et le Luxembourg n'avaient, au sein de la Commission instituée par l'Accord et basée à Liège, qu'un statut d'observateur.

L'adoption de la directive-cadre 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique européenne dans le domaine de l'eau a imposé plusieurs modifications à l'Accord de Charleville-Mézières; notamment le rôle de la Commission Internationale de la Meuse a été élargi à l'ensemble du district hydrographique du cours d'eau en question, y compris donc les eaux superficielles et les eaux souterraines.

Ainsi, dans l'Accord de Gand de 2002, la Commission Internationale de la Meuse sera la plate-forme de coordination des travaux pour l'ensemble du bassin hydrographique de la Meuse. Elle aura un rôle de coordinateur, afin de mettre en place un plan de gestion unique comme prévu à l'article 13 de la directive-cadre citée plus haut et se proposant pour 2015 le bon état de toutes les masses d'eaux de surface et d'eaux souterraines.

Un autre objectif de l'Accord sous avis est la mise en place d'une politique globale de prévention des crises et de protection contre les inondations ainsi que la coordination des mesures pour atténuer les effets de la sécheresse et la lutte contre les pollutions accidentelles.

Le Luxembourg, qui ne contribue que très modestement à la charge polluante de la Meuse, n'en est pas moins largement responsable du degré de pollution important qui caractérise la Chiers lors de son passage au Luxembourg. Il faut préciser que la future mise en place d'un nouveau système de collecte des eaux résiduaires de Differdange et de Bascharage, l'agrandissement de la station d'épuration de Pétange et le futur raccordement de Lasauvage à la station de dépollution de Longwy devraient remédier à cette situation inquiétante qui dure depuis des décennies et qui est, pour l'instant, contraire aux objectifs de la directive-cadre évoquée ci-avant.

Les parties contractantes citées plus haut mettent en place la Commission Internationale de la Meuse qui reprendra les missions découlant de l'Accord de Charleville-Mézières et qui aura la responsabilité de la mise en œuvre de l'Accord de Gand. Il faut préciser que ce dernier ne se substitue pas à la responsabilité légale des Etats signataires dans le cadre de la directive-cadre précitée.

L'article 7 de l'Accord précise la répartition des coûts de fonctionnement. Le Luxembourg, qui devient membre de la Commission, devra assurer une contribution proportionnelle à la quote-part de sa population dans le bassin de la Meuse qui se chiffrera, pour l'année, à 2.081 euros, c'est-à-dire à 0,5% du budget total de la Commission.

*

EXAMEN DU PROJET DE LOI

Le Conseil d'Etat propose de compléter et de rédiger l'intitulé comme suit:

„Projet de loi portant approbation de l'Accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002“.

L'article unique du projet de loi trouve l'accord du Conseil d'Etat qui propose de le libeller de la façon suivante:

„Article unique.– Est approuvé l'Accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002.“

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 juin 2006.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

5521/02

N° 5521²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI**portant approbation de l'Accord International sur la Meuse,
signé à Gand, le 3 décembre 2002**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

(29.6.2006)

La Commission se compose de: M. Marco SCHANK, Président; M. François MAROLDT, Rapporteur; MM. Emile CALMES, Fernand DIEDERICH, Mme Marie-Thérèse GANTENBEIN-KOULLEN, MM. Gaston GIBERYEN, Camille GIRA, Paul HELMINGER, Jean-Pierre KLEIN, Mme Lydia MUTSCH et M. Fred SUNNEN, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés le 9 décembre 2005.

Le texte était accompagné d'un exposé des motifs ainsi que de l'Accord International sur la Meuse.

En date du 20 juin 2006, le projet de loi sous rubrique a été avisé par le Conseil d'Etat.

Au cours de sa réunion du 27 juin 2006, la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a désigné son rapporteur en la personne de Monsieur François Maroldt. Lors de la même réunion, la Commission a procédé à l'examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été analysé et adopté lors de la réunion du 29 juin 2006.

*

2. POINTS SAILLANTS DU PROJET DE LOI**Objet du projet de loi**

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver un nouvel accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 par les plénipotentiaires des Gouvernements des Etats de la République d'Allemagne, de la France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas ainsi que des trois Régions de Belgique, à savoir la Région de Bruxelles-Capitale, la Région Flamande et la Région Wallonne.

La coopération internationale des parties contractantes vise une gestion de l'eau durable et intégrée pour l'ensemble du district hydrographique de la Meuse. L'accord prévoit la mise en œuvre des exigences définies dans la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, notamment pour atteindre au plus tard en 2015 le bon état de toutes les masses d'eaux de surface et d'eaux souterraines. Un plan de gestion unique pour l'ensemble du district hydrographique international, conformément à l'article 13 de ladite directive-cadre, sera élaboré comprenant notamment les

points de surveillance des eaux ainsi que le programme des mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs environnementaux.

Une autre priorité reste la mise en place d'une politique globale de prévention des crues et de protection contre les inondations. L'accord international prévoit en outre la coordination des mesures pour atténuer les effets des sécheresses ainsi que la lutte contre les pollutions accidentelles.

Historique

L'Accord International sur la Meuse constitue la suite logique d'un premier accord qui date de 1994 et a été signé à Charleville-Mézières par la France, les Pays-Bas et les trois régions belges. L'objectif de l'accord était de développer une coopération et une gestion coordonnée du cours d'eau transfrontalier Meuse, dans l'esprit de la Convention d'Helsinki de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux.

L'Allemagne et le Luxembourg ont participé en tant qu'observateurs à la Commission instituée pour la mise en œuvre de l'accord.

L'adoption de la Directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau a imposé plusieurs modifications à l'Accord de Charleville-Mézières. Le rôle de la Commission Internationale de la Meuse a notamment été élargi à l'ensemble du district hydrographique du cours d'eau en question, y compris donc les eaux superficielles et les eaux souterraines.

Commission Internationale de la Meuse (CIM)

Les parties contractantes instituent la CIM qui a pour mission la mise en œuvre des dispositions de l'Accord International sur la Meuse.

A noter que l'accord n'enlève en rien la responsabilité légale et les compétences des parties contractantes en tant qu'Etats membres de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la Directive 2000/60/CE.

Conformément à l'article 7 de l'accord, la CIM adopte un budget annuel pour supporter les coûts afférents au fonctionnement, notamment celui du secrétariat. Pour le Luxembourg, la contribution s'élève seulement à 0,5% du budget, ce qui s'explique par la faible quote-part de la population luxembourgeoise dans le bassin de la Meuse.

Luxembourg

Le Luxembourg, en tant qu'Etat riverain indirect de la Meuse par le biais du bassin de la Chiers, avec à peine 0,2% de la surface tributaire et 0,5% de la population du district hydrographique de la Meuse, ne contribue que très modestement à la charge polluante de la Meuse.

Afin d'atteindre le bon état de tous les cours d'eau en 2015, tel que prévu dans la directive-cadre, les efforts dans le domaine de l'assainissement doivent être renforcés pour améliorer la qualité de l'eau de la Chiers et de ses affluents, notamment par la mise en place d'un nouveau système de collecte des eaux résiduaires des localités des communes de Differdange et de Bascharage ainsi que par l'agrandissement substantiel de la station d'épuration biologique de Pétange. De même, les travaux de raccordement de la localité de Lasauvage à la station de dépollution de Longwy sont à achever.

Pour maîtriser les répercussions des inondations sur les parties en aval de la Chiers, le Luxembourg élaborera, en coopération avec les autorités françaises et celles de la région wallonne, des mesures visant une meilleure prévention et gestion des crues.

L'analyse des caractéristiques hydromorphologiques de la Chiers et de ses affluents révèle que ces cours d'eau ne présentent pas de barrages ou écluses entravant la continuité écologique ainsi que le libre passage des poissons dans les eaux de surface. Néanmoins, les efforts visant les travaux de réaménagement de la structure du lit et des berges de la Chiers, canalisée ou fortement rectifiée sur de nombreux tronçons, doivent être réalisés pour atteindre les objectifs environnementaux de la directive-cadre.

Au sujet des eaux souterraines, il échet de mentionner que les deux masses d'eau du bassin de la Chiers présentent un bon état chimique et quantitatif, permettant d'atteindre les objectifs environne-

mentaux de la directive-cadre. Il y a lieu de constater toutefois que le régime hydraulique de la masse d'eau souterraine du Lias supérieur est fortement modifié par les activités minières.

*

3. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 20 juin 2006, la Haute Corporation propose de compléter et de rédiger l'intitulé du projet de loi comme suit:

„Projet de loi portant approbation de l'Accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002“

L'article unique du projet de loi trouve l'accord du Conseil d'Etat qui propose de le libeller de la façon suivante:

„Article unique.– Est approuvé l'Accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002.“

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire partage l'avis du Conseil d'Etat et décide de suivre ses recommandations.

*

Sous réserve de ce qui précède, la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire unanime recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi 5521 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

Article unique.– Est approuvé l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002.

Luxembourg, le 29 juin 2006

Le Rapporteur,
François MAROLDT

Le Président,
Marco SCHANK

Pour le texte de l'Accord il y a lieu de se référer au document parlementaire 5521.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5521/03

N° 5521³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2005-2006

PROJET DE LOI

**portant approbation de l'Accord International sur la Meuse,
signé à Gand, le 3 décembre 2002**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(14.7.2006)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 13 juillet 2006 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord International sur la Meuse

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 13 juillet 2006 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 20 juin 2006;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 14 juillet 2006.

Le Secrétaire général,

Marc BESCH

Le Président,

Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5521,5558,5565,5566



RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 150

30 août 2006

S o m m a i r e

Arrêté du Gouvernement en Conseil du 7 juillet 2006 accordant la gratuité de l'abonnement téléphonique aux magistrats et aux greffiers auprès des Parquets et des cabinets d'instruction	page 2654
Loi du 24 juillet 2006 portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002	2654
Loi du 24 juillet 2006 portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen	2661
Règlement ministériel du 26 juillet 2006 modifiant le règlement ministériel du 25 juillet 2005 portant fixation des indemnités d'apprentissage dans le secteur de l'artisanat	2661
Règlement grand-ducal du 31 juillet 2006 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) N° 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil	2662
Règlement grand-ducal du 5 août 2006 concernant la réglementation et la signalisation temporaires sur la route N1 à l'intérieur de Grevenmacher	2662
Règlement grand-ducal du 5 août 2006 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie	2663
Loi du 25 août 2006 portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales	2665
Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), faite à Genève, le 19 mai 1956 – Adhésion de l'Arménie	
Protocole à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR), conclu à Genève, le 5 juillet 1978 – Adhésion de l'Arménie et de la République tchèque	2667
Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR), conclu à Genève, le 15 novembre 1975 – Adhésion de la République de Moldova et de l'Arménie	2667
Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants, signé à Aarhus, le 24 juin 1998 – Ratification de la Belgique, de la Lituanie et de l'Italie	2667
Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye, le 15 août 1996 – Adhésion de la République tchèque	2667
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001 – Ratification de la Belgique, du Koweït et de la République démocratique populaire lao	2668
Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), faite à Budapest, le 22 juin 2001 – Ratification de la République de Bulgarie et du Royaume des Pays-Bas	2668
Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Etat d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004 – Entrée en vigueur	2668
